



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2370>

Véronique Ponvert : intervention générale

- FSU - CDFN - CDFN 2016-2017 - CDFN Mai 2017 -



Description :

Intervention générale à l'entrée du CDFN.

L'École Émancipée

Chers camarades,

Au sortir de cette première séquence électorale, je veux insister sur trois choses : La première - oui, nous avons évité le pire. Oui, nous avons eu raison de dire qu'il ne fallait pas une voix pour le FN, et oui nous avons bien fait de porter ce message y compris dans les manifestations du 1er mai. La seconde - c'est le poids du FN : avec près de 11 M de voix, le FN a un socle solide d'électeurs ; même s'il est divisé et fragilisé au lendemain de sa défaite, il reste un danger ancré, et il va progresser encore si nous ne changeons rien. La troisième, c'est l'élection de Macron - Bulletins blancs ou nuls, abstentions, mais surtout nombre de bulletins « contre » MLP dans les votes Macron. Non, nous n'adhérons en rien à son programme : nous avons dénoncé ses réformes quand il était membre du gouvernement Hollande, et ses orientations libérales quand il était candidat ; nous allons combattre ses politiques maintenant qu'il est élu.

Il ne s'agit pas d'une incantation à l'insurrection un peu « hors sol », je sais comme vous que le mouvement social ne se décrète pas et qu'il faut compter avec les salariés. Je pense aussi qu'il faudra aller voir le nouveau gouvernement, tenter la carte du fameux « dialogue social » parce que c'est un des rôles de l'organisation syndicale. Mais il ne faudra pas s'en tenir à ça, et pas trop compter dessus, quand même, sans rapport de forces, on le sait bien. C'est pour cela que dès maintenant, la posture syndicale qu'on doit adopter est celle de la combativité.

Pas une posture stérile, mais au contraire fondée, et les raisons ne manquent pas : rappel de quelques unes

- Macron veut torpiller ce qui reste du droit du travail. Par ordonnances, cet été : véritable provocation. La loi Travail a rassemblé contre elle des milliers de manifestants, pendant des mois, et deux tiers d'oppositions dans l'opinion publique. Quand EM s'en prend au droit du travail en premier lieu, il ne le fait pas par hasard : c'est une déclaration de guerre envers les salariés !
- En complément, il annonce réformer l'assurance chômage, en finir avec le paritarisme de ses instances et renforcer le contrôle des chômeurs...
- Du côté des mesures économiques et fiscales : retraites à points, système unique de régimes de retraites, augmentation de la CSG, suppression d'une partie de l'ISF, ...
- Dans l'éduc, des mesures précipitées et contestées (je pense aux effectifs des CP en REP, par redéploiement des postes « plus de maîtres que de classes »), inégalités liées à l'autonomie et éclatement du cadre national (je pense à l'aménagement de la réforme du collège et les rythmes). Et les autres mesures libérales à venir : apprentissage et alternance généralisées, sélection à l'entrée dans le supérieur, individualisation et méritocratie à tous les étages, y compris pour les carrières des enseignants !
- Dans la FP, 120000 suppressions de postes, dont 70000 dans la FPT ! C'est juste impossible de faire fonctionner des SP avec une telle purge de personnels. En augmentant le temps de travail des agents ? Inacceptable pour la FSU.

Des Services Publics affaiblis, une fiscalité injuste, et j'en passe : les inégalités sociales engendrées par ces politiques-là continueront à faire le lit du FN !

On a donc toutes les raisons de combattre Macron, pour ce qu'il est, pour ce qu'il fait, mais aussi pour les effets secondaires de sa politique, à savoir la progression des idées d'extrême droite.

Nous ne partons pas de rien pour mener cette bataille :

- dans la FP, nous pouvons rassembler largement l'intersyndicale : l'unité d'action est à privilégier quand c'est

possible pour la défense des agents et des SP.

- dans l'interpro, la mobilisation contre la loi Travail a permis de lutter ensemble, au sein d'une intersyndicale qui n'a pas failli et qu'il est temps, à présent, de relancer.

Au quotidien, il faut désormais envisager de travailler de façon régulière avec CGT et Solidaires pour faire vivre le syndicalisme de transformation sociale. Ce cadre est indispensable pour empêcher des politiques régressives et la progression de l'extrême droite. Qui d'autres que nous, sinon, portera la voix des salariés ? Il existe dans ce pays, et les résultats de la gauche anti capitaliste du premier tour l'ont montré, une forte aspiration à une autre société. Ces forces vives sont là, à nous de savoir les agréger pour imposer des alternatives sociales : c'est maintenant qu'il faut entrer en résistance, et dans la franche opposition. Pas d'état de grâce pour E. Macron, pas de retard à l'allumage dans notre action syndicale !